

Questions orales

C'est pour cette raison qu'au lieu de prendre la totalité de la réduction de l'allocation et de l'imposer uniquement aux pêcheurs hauturiers ou encore aux pêcheurs côtiers, j'ai imposé la réduction à 50 p. 100 aux pêcheurs hauturiers et j'ai accordé l'opportunité aux pêcheurs côtiers de poursuivre leur pêche traditionnelle dans le Golfe et de pouvoir y vivre, et non pas qu'y végéter.

* * *

• (1450)

[Traduction]

LE GOLFE PERSIQUE

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale.

Les Canadiens s'inquiètent de plus en plus de la possibilité que les États-Unis déclenchent, peu après le 15 janvier, une attaque militaire contre l'Irak, qui risquerait de dégénérer en une guerre dont les conséquences seraient désastreuses.

Le ministre peut-il dire à la Chambre quel rôle les Canadiens seront appelés précisément à jouer dans l'éventualité d'une telle attaque? Peut-il garantir à la Chambre qu'aucun changement ne sera apporté au rôle des troupes canadiennes si la question n'a pas préalablement été débattue de façon exhaustive et qu'elle n'a pas été mise aux voix? Je ne parle pas de consultations, comme le ministre l'a laissé entendre aujourd'hui, ni d'avis, comme le ministre associé l'a mentionné hier, mais bien d'un débat exhaustif et de la mise aux voix de la question à la Chambre. Le ministre peut-il donner cette assurance à la Chambre?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr que le député ait bien suivi les discussions que nous avons eues ici-même à deux occasions, de même que les débats qui se sont déroulés aux Nations Unies depuis l'agression ou la déclaration de guerre de Saddam Hussein, le 2 août dernier, lorsqu'il a envahi le Koweït. Je ne suis pas sûr que le député ait écouté les réponses que mes collègues et moi-même avons données aux autres députés.

Le député de Regina devrait écouter, car je suis certain que cette question l'intéresse. Il comprend mieux que certains autres membres de son caucus que le Canada, qui soutient l'Organisation des Nations Unies depuis sa fondation, peut maintenant, à l'instar d'autres pays comme l'URSS, la Grande-Bretagne, le Bangladesh, les États-Unis et la France, contribuer à assurer une paix

plus stable dans le monde. C'est à cette tâche que s'emploient maintenant les troupes canadiennes, au nom de tous les Canadiens, et c'est à cette tâche également qu'elles s'emploieront dans l'avenir.

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, le ministre a refusé de donner aux Canadiens l'engagement qu'ils ont demandé.

Hier, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, dont le ministre des Affaires extérieures du Canada, ont appuyé, semble-t-il, une décision d'entrer en guerre peu après le 15 janvier. Nous avons les témoignages de nombreux experts, y compris du président retraité des chefs d'état-major interarmées des États-Unis, M. William Crowe, qui a dit que si les sanctions se révèlent efficaces dans les 12 à 18 mois au lieu de 6 mois, à son avis, il vaut la peine d'attendre pour éviter une guerre, avec les sacrifices et les incertitudes qu'elle comporte.

Vu ces témoignages, quelles mesures concrètes le Canada prend-il pour s'assurer qu'on donne aux sanctions tout le temps nécessaire pour qu'elles donnent des résultats? En outre, quelles solutions de rechange pacifiques, y compris une conférence de paix internationale tenue au moment opportun, seront mises en oeuvre pour éviter les dizaines de milliers de morts qu'entraînerait une guerre? De quel esprit d'initiative faisons-nous preuve, en tant que pays, pour éviter la guerre et promouvoir la paix?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je n'ai rencontré personne à la Chambre des communes ou lors de mes voyages dans la région du golfe Persique qui voulait la guerre. Tous les députés à la Chambre des communes et tous les membres des Forces armées canadiennes à qui j'ai eu l'occasion de parler veulent la paix.

Le Canada travaille depuis le début à trouver une solution pacifique. Le député devrait le savoir, car il s'est rendu sur place. Si on donne aux sanctions le temps de donner des résultats, croit-il qu'il restera une nation koweïtienne? Il a entendu parler et vu de première main la torture, la destruction complète d'un pays où des hommes sont tués dans la rue, où des femmes sont attaquées et violées, où le bien-être entier du peuple koweïtien est ruiné.

M. Robinson: Et la guerre?

M. McKnight: Le député dit: «Et la guerre?» Je lui signale les propos tenus par les membres de l'OTAN: «Nous appuyons fermement la résolution 678 et toutes les autres résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité et nous réitérons notre espoir que leur mise en oeuvre se fera de façon pacifique.»